

Co-Psy et DCIO: Info rapide N° 17 Mai 2014

Défendre tous les CIO, c'est défendre le maintien du service public d'orientation de l'Éducation Nationale !



Les discussions entreprises avec le MEN sur les dossiers qui nous concernent ont été interrompues par le changement de gouvernement. Pourtant il y a urgence pour les CIO menacés dans plusieurs académies : Rouen et Marseille, bien sûr mais aussi, Orléans –Tours, Reims et Rennes pour les projets les plus avancés.

12 Mai 2014

Le SNES est intervenu auprès du MEN pour exiger la reprise en main du réseau par le Ministère et l'arrêt des fermetures décidées unilatéralement par les rectorsats ou les conseils généraux, en cours d'année et validés à posteriori !

Sommaire :

Le MEN attend pour mi Mai, la remontée de l'enquête sur l'état des lieux qu'il a diligenté en Mars. Elle doit permettre de faire le point sur le nombre de CIO par bassins, sur le nombre d'établissements à prendre en charge, la taille des équipes, les coûts des loyers et le montant des budgets. Le SNES a également effectué une enquête auprès des responsables académiques afin de pouvoir discuter « cartes sur table » des propositions ministérielles. Une réunion devrait avoir lieu d'ici la fin mai sur ce dossier.

- *Défendre tous les CIO*
- *L'action , c'est pas fini!*
- *Les dates à retenir*



C'est aussi, aux côtés des collègues sur le terrain que le SNES soutient la mobilisation, pour empêcher les fermetures et les déménagements !

Les actions sur le terrain, à Rouen, à Marseille et ailleurs...

A Rouen, les nombreuses interventions (élus locaux, parents d'élèves, partenaires- PJJ, syndicat d'orthophonistes, par exemple- qui se sont émus des conséquences pour les jeunes régulièrement suivis par les CIO), les interpellations, manifestations et actions menées ont permis de réduire de moitié le nombre de CIO devant fusionner à la prochaine rentrée. La mise en résidence a été abandonnée même si, pour ne pas perdre la face, le rectorat de Rouen veut maintenir l'architecture du projet imposant des couples ou triades d'établissements aux copsy sans justification objective, rigidifiant les secteurs des collègues et retirant ainsi aux DCIO la responsabilité de l'organisation du service.

Passant outre le vote contre le projet en CTA, comme celui du CHSCT, le rectorat maintient aujourd'hui encore son projet de fermeture de 5 CIO en septembre 2014. Les 5 autres seraient fermés en 2015.

Pour autant, les copsy, DCIO et personnels administratifs ne se résignent pas. Afin de marquer leur détermination à s'opposer à ces projets, ils ont empêché les services du rectorat de venir faire l'inventaire des CIO de Bernay et de Pont-Audemer. Ils continueront à s'opposer au démantèlement du réseau des CIO et attendent du ministère qu'il agisse afin que les missions des DCIO soient respectées et que les solutions de relogement de tous les CIO soient effectivement envisagées suivant les préconisations du GT 14 et l'engagement du ministère, ce qui n'a pas encore été le cas. Des municipalités ont des propositions, le rectorat de Rouen n'en a cure! Il faut ouvrir de réelles concertations avec les personnels et leurs représentants élus !!

A Marseille, le rectorat a présenté en CTA un projet inacceptable qui ne répond sur aucun point aux instructions du MEN En effet, la position du MEN, connue depuis Février, est claire :

-Pas de fermeture de CIO d'Etat. Or le CIO 3B que le rectorat décide de fermer est un CIO d'Etat.

-Recherche de toutes les solutions possibles pour maintenir un CIO à gestion départementale lorsque le CG se désengage. Non seulement le CG 13 ne se désengage pas, mais le rectorat réussit le tour de force, première en France, de vider le CIO 3A de ses personnels, ce qui oblige le CG 13 à demander la fermeture de ses locaux.

Prise en compte du rôle institutionnel du CIO dans l'Education Nationale. Alors que le rectorat procède dans le même temps à une réorganisation des bassins de Marseille, le projet de restructuration des CIO aboutit à ce que le bassin le plus important de Marseille en nombre d'établissements et en effectifs d'élèves (autour de 22000 élèves), le plus important en taille (il s'étend du Nord Est au Sud Est de Marseille et représente géographiquement les 2/3 de la ville) ne comporte en son sein aucun CIO.

Développer le service de proximité. Quel service sera rendu aux élèves et aux familles, par exemple, du 13^{ème} arrondissement, situé dans le Nord Est de Marseille ? Qu'on ne nous dise pas que le service de proximité pour l'orientation scolaire est l'établissement ! Qui accueillera les décrocheurs, les jeunes souffrant de phobie scolaire, les jeunes nouvellement arrivés en France, les jeunes sous main de justice... Tous ces publics ont droit à une scolarité en formation initiale et c'est bien souvent au CIO qu'ils peuvent renouer le dialogue et les fils de leur scolarité interrompue.

Nos collègues ont organisé avant leurs vacances de printemps, une conférence de presse au CIO ST Just (fermé à la rentrée 2014) avec la FCPE, l'ACOPF et Samuel Joshua, chercheur en sciences de l'Education .Pour la presse : FR3, la Marseillaise et la Provence étaient présents et un reportage a été diffusé sur FR3 le 16 Avril. Le Rectorat doit revoir ces mesures qui n'amélioreront la situation ni pour les personnels, ni pour les jeunes et leur famille !

Les actions sur le terrain, à Rouen, à Marseille et ailleurs...

A Rennes suite à un stage syndical et une réunion intersyndicale, un communiqué de presse a alerté sur le projet du Recteur de ne laisser qu'un CIO par bassin, ce qui reviendrait à en fermer un sur deux ! Une campagne d'information auprès des élus et des parents a été décidée. **A Orléans– Tours**, certes le CG du 45 se désengage mais c'est bien le rectorat qui décide de « fusionner » les deux CIO d'Orléans. Nos collègues continuent l'action auprès des élus et des parents.

Il faut que les Recteurs respectent les engagements pris au niveau national et recherchent des solutions alternatives , comme cela a été fait pour le CIO de Toulouse Centre !

Pour maintenir la spécificité des CIO de l'EN, il faut renforcer leurs missions et cadrer strictement leur participation au SPRO. Le SPRO n'est pas la solution de la survie des CIO ! Il suffit, pour s'en convaincre d'examiner les conventions signées à Bordeaux ou à Poitiers ! Défendre les missions des copsy, des directeurs et des CIO, c'est le meilleur moyen pour préserver le service public d'orientation de l'éducation nationale.



Disons le haut et fort le 15 Mai, jour de la grève dans la fonction publique pour l'emploi et les salaires !

Disons le aussi les 16 et 17 Juin, lors du colloque sur le rôle et le positionnement du psychologue dans les institutions. (**Attention, dernière semaine pour les autorisations d'absence**)

***Colloque 16 et 17 JUIN à PARIS
Psychologues en institutions :
Espaces de résistance et ressources collectives.
12 Rue Cabanis Paris 14 ème***

Les psychologues exercent de manière souvent isolée. Certes, ils appartiennent à des équipes pluri-professionnelles mais ont peu d'occasion de débattre entre psychologues des évolutions de leur métier, sous l'effet des changements politiques et sociétaux.

Les psychologues qui travaillent au sein de l'éducation nationale, de la justice, dans les prisons ou dans le service public de l'emploi, sont, comme les autres professionnels aux prises avec la mise en place d'indicateurs de performances et de « qualité » du travail inspirées du New Public Management.

Quelles ressources les psychologues peuvent-ils développer pour garder la main sur leurs pratiques et sur les critères de qualité de leur travail ?

Alors que nous intervenons dans des champs différents, qu'est ce qui aujourd'hui nous identifie tous comme psychologues, dans quels invariants du métier nous retrouvons nous et que défendons nous ?

Participez au débat !

Colloque gratuit, inscription en fonction des places disponibles.

<http://www.snes.edu/Deuxieme-colloque-des-psychologues.html>